

05 fev. 2013

LA CRISE PROVOQUE LA VENTE DES ÉGLISES



D'après les données chiffrées fournies par l'OPR/ [Observatoire du patrimoine religieux](#), on recense sur l'ensemble de territoire français près de cent mille édifices religieux. À cause de la crise actuelle qui n'épargne presque aucun secteur d'activité, cinq à dix mille monuments risquent de disparaître d'ici à 2030. Ceci représente entre 5 et 10 % du parc des bâtiments à vocation religieuse. De plus en plus de [monuments religieux sont mis en vente par les collectivités locales](#) ou l'Église. Ces dernières peinent à assurer les frais d'entretien des bâtiments.

[Incapacité financière des collectivités locales et de l'Église à assurer l'entretien des monuments religieux](#)

Parmi les 45 000 églises paroissiales réparties dans les communes et villes françaises, 40 000 appartiennent aux collectivités locales et le reste est à la charge de l'Église. Mais les mairies comme les diocèses affrontent actuellement des difficultés financières majeures. Désormais, les propriétaires de ces 45 000 monuments religieux sont financièrement incapables d'assurer les frais nécessaires pour l'entretien des bâtiments (Source : Le Figaro). Selon les explications des responsables issus de l'Observatoire du patrimoine religieux, les travaux d'entretien sont coûteux et les charges obligatoires relativement lourdes. Les [frais de restauration](#) ajoutés aux charges diverses sont estimés à plusieurs millions d'euros. Au fil des décennies différents travaux d'aménagement notamment au niveau du toit et de la maçonnerie s'avèrent indispensables à effectuer. À cela s'ajoute également la nécessité de revoir et de restaurer : le système électrique, le chauffage ainsi que l'ensemble des fresques, toiles et sculptures. Faut de financement pour payer l'[entretien des monuments religieux](#) les mairies et diocèses sont contraints de vendre. L'OPR prévoit chaque année la mise en vente de dix à vingt édifices au cours de la décennie à venir.

Sur le même thème

La suppression du logement social, une solution éventuelle à la crise du logement ?

L'office HLM du Grand Narbonne, dans le